

Guillaume Pollack, *L'armée du silence. Histoire des réseaux de Résistance en France 1940-1945*

Paris, Tallandier-Ministère des Armées, 2022, 543 p.

Fabrice Grenard

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/13248>

ISSN : 1954-3670

**Éditeur**

Centre d'histoire de Sciences Po

**Référence électronique**

Fabrice Grenard, « Guillaume Pollack, *L'armée du silence. Histoire des réseaux de Résistance en France 1940-1945* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 12 septembre 2023, consulté le 13 septembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/13248>

---

Ce document a été généré automatiquement le 13 septembre 2023.



Creative Commons - Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-SA 4.0  
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

---

Guillaume Pollack, *L'armée du silence. Histoire des réseaux de Résistance en France 1940-1945*

Paris, Tallandier-Ministère des Armées, 2022, 543 p.

Fabrice Grenard

---

RÉFÉRENCE

Guillaume Pollack, *L'armée du silence. Histoire des réseaux de Résistance en France 1940-1945*, Paris, Tallandier-Ministère des Armées, 2022, 543 p.

- 1 Version remaniée d'une thèse de doctorat intitulée « À travers les frontières : la résistance des réseaux » soutenue en 2020 à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne sous la direction d'Alya Aglan, cet ouvrage constitue la première synthèse sur l'histoire des réseaux de résistance ayant agi en France entre 1940 et 1945. Le projet est très large et ambitieux puisque l'auteur se donne pour objectif de réaliser la « première étude globale et transversale » sur le sujet. La démarche peut surprendre par rapport à un parcours classique de recherches consistant à étudier dans un premier temps, dans le cadre de la thèse, un sujet plus précis, avant ensuite de pouvoir l'élargir dans le cadre d'une approche plus générale. Mais l'ouvrage de Guillaume Pollack permet bien de combler un certain vide historiographique. Organisations clandestines spécialisées dans le sauvetage, le renseignement et les actions militaires, les réseaux ont de fait été moins étudiés par les historiens que les grands mouvements de résistance menant des activités politiques et de contre-propagande qui se sont développés dans les deux zones et sur lesquels on dispose de nombreuses monographies qui ont fait date<sup>1</sup>. Cette situation s'explique par la nature différente de ces deux types d'organisations clandestines puisque les réseaux relèvent davantage des services secrets et des « actions spéciales », là où les mouvements ont développé une activité plus politique laissant des traces et des sources plus nombreuses et plus visibles (ne serait-ce qu'à travers la presse clandestine).
- 2 L'ouvrage repose sur un travail de recherches impressionnant. Outre les différents fonds d'archives bien connus des chercheurs travaillant sur la Résistance conservés aux Archives nationales, notamment dans la série 72 AJ (archives du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale), l'auteur a surtout pu s'appuyer sur des fonds d'archives largement inédits car récemment ouverts à la consultation par le Service historique de la Défense (SHD) à Vincennes. Il a consulté des centaines de dossiers administratifs individuels d'homologation des services résistants des agents des réseaux dans la série GR 16 P, les dossiers d'homologation des réseaux de résistance dans la série GR 17 P, ainsi que les dossiers des agents, des missions et des réseaux dans la série GR 28 P.
- 3 Le plan du livre est construit de façon thématique. Après un premier chapitre de présentation générale sur l'importance des réseaux au sein de la Résistance française, les trois chapitres suivants évoquent les différents réseaux développés en France en les distinguant selon leur type d'activités.
- 4 Les réseaux d'évasion étaient spécialisés dans les activités de sauvetage en faveur notamment des prisonniers de guerre évadés et des soldats et pilotes alliés piégés en France occupée. Parmi les réseaux d'évasion les plus importants figurent le réseau Comète développé depuis Bruxelles sous la direction d'Andrée de Jongh ou le réseau Pat



O'Leary créé par Ian Harrow et Albert Guérisse. Guillaume Pollack distingue trois étapes nécessaires pour tous ces réseaux d'évasion, qui nécessitent à chaque fois d'importantes complicités au sein de la société civile : le secteur du « ramassage », qui consiste à récupérer les personnes traquées en zone occupée, celui du « transit », qui consiste à les amener en région parisienne, point de passage obligé pour pouvoir rallier ensuite le Sud ou l'Ouest du fait de la centralisation des transports en France, le secteur de « l'évacuation » enfin, qui permet une prise en charge pour quitter le territoire français.

- 5 La deuxième catégorie, celle des réseaux de renseignement, s'efforçait de collecter des informations stratégiques en France sur les activités militaires allemandes, les mouvements de troupes, les bases sous-marines, les convois maritimes... pour les faire remonter jusqu'aux Alliés. Parmi les réseaux de renseignements les plus célèbres figurent le réseau Alliance qui travaillait directement pour les Britanniques et présentait la spécificité d'être dirigé par une femme, Marie-Madeleine Fourcade, après l'arrestation de son fondateur le commandant Loustaunau Lacau, ou celui de la Confrérie Notre-Dame (CND) développé par l'agent de la France libre Gilbert Renault (le colonel Rémy).
- 6 Les réseaux « Actions », enfin, développés par les services secrets britanniques du Special Operations Executive (SOE) et de l'Intelligence Service (IS) ou ceux de la France libre (Bureau central de renseignements et d'action, BCRA) avaient pour objectif d'intensifier en France la lutte armée contre l'occupant en organisant des parachutages d'armes, des opérations de sabotage, en participant à l'encadrement des maquis qui apparaissent à partir de 1943. Guillaume Pollack établit pour les réseaux « Actions » une distinction entre les réseaux « opératoires » chargés d'entretenir les communications transfrontalières pour garantir l'arrivée et le départ du personnel (comme les réseaux Overcloud ou Artist), les réseaux « préparatoires », chargés de recevoir et de stocker le matériel (comme le réseau Sacristan), les réseaux « saboteurs » enfin qui frappent les infrastructures industrielles et de transport (réseau Farmer dans le nord de la France, Freelance en Auvergne, Wheelwright dans le Sud-Est).
- 7 L'ouvrage se termine par un dernier chapitre plus transversal intitulé « Genre et engagement dans les réseaux de résistance » qui permet de souligner le rôle et la place des femmes au sein des réseaux. Il témoigne de la volonté de l'auteur de s'inscrire dans le champ historiographique très en vogue de l'histoire du genre.
- 8 Plusieurs apports importants de ce travail très dense peuvent être soulignés. Guillaume Pollack remet tout d'abord quelque peu en cause l'opposition classique faite entre mouvements et réseaux proposée par le résistant Claude Bourdet dans son témoignage publié en 1975, *L'Aventure incertaine*, qui a largement été reprise ensuite par les historiens de la période<sup>2</sup>. L'auteur tente pour sa part de se démarquer en insistant sur la multi-appartenance des résistants de la base et sur un cloisonnement qui n'était pas toujours respecté entre les différents types d'activités clandestines, surtout au début de la période, en 1940-1941.
- 9 Il réévalue ensuite considérablement le rôle joué par les Britanniques dans la naissance des réseaux en France. L'établissement d'une liste de 268 réseaux de résistance parmi les Forces françaises combattantes (FFC) à la suite d'une procédure administrative menée par une Commission nationale d'homologation ainsi qu'une vision gaullienne consistant à la fin de la guerre à rejeter dans l'ombre le rôle joué par les Alliés au sein de la Résistance française ont largement contribué à enraciner l'idée d'une

prédominance des réseaux du BCRA. En réalité, comme le rappelle Guillaume Pollack, durant les premières années de la guerre, « ce sont bien les services anglais qui coordonnent le plus grand nombre de réseaux en France ». Les premiers réseaux sont en effet nés au cours de l'été et de l'automne 1940 dans un contexte « d'urgence » pour les Britanniques qui ont absolument besoin au lendemain de la défaite de la France de développer des actions sur les arrières des lignes allemandes, à la fois à des fins de renseignements mais aussi pour organiser le rapatriement des soldats et pilotes piégés sur le sol français, soit parce qu'ils n'ont pu être réembarqués depuis Dunkerque lors de l'opération « Dynamo » début juin 1940, soit parce que leur avion a été abattu lors d'une mission opérée au-dessus de la France occupée. D'où des rencontres qui s'opèrent en 1940-1941 entre les services secrets britanniques et les premiers noyaux de résistants qui ont commencé à se constituer en France, ce qui permet l'émergence de réseaux travaillant directement pour Londres plutôt que pour la France libre du général de Gaulle.

- 10 L'une des principales spécificités des réseaux au regard des autres organisations clandestines est qu'ils participent par leurs activités au développement d'une résistance transnationale alors que les résistances européennes se sont d'abord inscrites au cours de la période dans un cadre national. Les réseaux ont été amenés, du fait même de leurs activités, à dépasser les frontières. L'acheminement des renseignements jusqu'aux Alliés nécessite des liaisons entre la France, l'Angleterre ou la Suisse et intègre les réseaux dans une logique transnationale. La spécificité du sauvetage des pilotes alliés abattus alors qu'ils survolaient l'Europe continentale explique également l'émergence de formes de coopérations internationales et transfrontalières. Les difficultés d'exfiltration et l'impossibilité de rejoindre l'Angleterre par la mer depuis l'Europe du Nord explique que les filières organisées étaient les mêmes quel que soit le pays où le pilote était tombé : depuis les Pays-Bas, la Belgique ou la France occupée, elles consistent à prendre en charge les pilotes, qualifiés de « colis » dans le langage clandestin, pour leur permettre de gagner le sud de la France après avoir franchi la ligne de démarcation et rejoindre ensuite, *via* les Pyrénées, l'Espagne et Gibraltar, d'où ils pourront être réembarqués vers l'Angleterre. L'exemple le plus illustratif de ces filières transfrontalières est celui du réseau franco-belge Comète créé à Bruxelles en 1941 par Andrée de Jongh qui cache les « colis » en Belgique lors de leur récupération puis leur fait traverser la frontière franco-belge, les deux lignes de démarcations en France (la *Nord-Ost Linie* sur la Somme puis celle qui sépare la zone occupée de la zone sud) pour leur permettre enfin de franchir les Pyrénées sous la conduite de passeurs locaux. Le réseau Pat O'Leary initié depuis Marseille en zone sud couvre également toute l'Europe du Nord avec des filières de sauvetage des pilotes qui remontent jusqu'aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg.
- 11 Au niveau de leur fonctionnement interne, les réseaux présentent au regard des autres organisations résistantes certaines spécificités bien soulignées par l'auteur. En ce qui concerne le recrutement de leurs membres par exemple, les réseaux se sont surtout appuyés sur des agents qui pouvaient leur être utiles de par leur situation professionnelle ou géographique. Ce sont des hommes et des femmes majoritairement inexpérimentés dans le combat clandestin, bien intégrés dans la société, demeurant en ville comme à la campagne dès lors que les complicités sont aussi indispensables en milieu rural. Les clandestins ne sont parmi eux qu'une minorité et beaucoup appartiennent donc à ceux que l'on nomme les « légaux » ou « sédentaires » dans la résistance. Les femmes y sont à l'égal des hommes. Guillaume Pollack tente de proposer

une évaluation du nombre total de résistantes et résistants ayant été membres de réseaux, bien que la tâche soit forcément très difficile. Trois catégories d'agents ont été retenues à la fin de la guerre dans les processus d'homologation : les agents P0 (activité occasionnelle), P1 (activité continue sous couvert d'une occupation personnelle), P2 (activité permanente, intégralement consacrée au réseau). Les listes furent après la guerre à de multiples reprises rectifiées par addition et suppression. Guillaume Pollack parvient au chiffre de près de 90 000 agents homologués au sein des FFC, un peu moins de la moitié ayant appartenu au BCRA, un peu plus de 20 % au SOE et environ 13 % à l'IS, ce qui permet là encore de réévaluer l'importance du rôle joué par les services secrets britanniques dans les réseaux qui agissaient en France.

- 12 Enfin, l'auteur souligne à juste titre combien les réseaux, parce qu'ils étaient reliés aux services secrets alliés auxquels ils rendaient d'importants services, ont constitué, dès les débuts de l'Occupation, une cible privilégiée de la répression allemande. C'est surtout l'Abwehr qui se trouve en première ligne pour démanteler les réseaux, plus particulièrement sa section III, chargée du contre-espionnage, qui emploie nombre d'infiltrés et qui coopère avec la Sipo-SD (communément qualifiée de Gestapo). Les ravages de la répression sont grands dès lors que les réseaux ne peuvent être aussi cloisonnés qu'il le faudrait et que les règles de sécurité ne sont pas toujours suffisamment respectées. Les agents apparaissent trop inexpérimentés face à des services allemands professionnels de la traque et de l'infiltration. Le bilan chiffré exact de la répression des réseaux n'est pas aisé à établir et l'auteur insiste sur le fait que les chiffres auxquels il parvient sont très vraisemblablement au-dessous de la réalité. Ce sont selon lui presque 13 000 femmes et hommes qui sont morts fusillés ou dans les camps, soit 14 % du nombre total des agents.
- 13 Il était évidemment difficile en un seul livre de parler de tous les réseaux et d'aborder l'ensemble des problèmes qui se rapportent à leur histoire. Si de longs développements sont consacrés aux réseaux les plus connus, certains réseaux qui n'ont pas été directement initiés au départ par les services secrets alliés, que ce soient ceux des Britanniques ou de la France libre, même s'ils ont pu ensuite s'y rattacher, ne sont par exemple pas évoqués alors qu'ils ont pu jouer un rôle important en matière de renseignements (le réseau « Agir » de l'ingénieur Michel Hollard qui permit de découvrir la construction de bases allemandes de V1 en Normandie) ou de sauvetage (le réseau Grenier-Godard qui depuis Dijon a permis entre 1940 et 1942 de faire passer la ligne de démarcation à des milliers de prisonniers de guerre évadés). Mais, comme le reconnaît l'auteur lui-même dans son introduction, « son travail en appelle en fait beaucoup d'autres » et ne constitue certainement qu'une étape avant d'autres études sur le sujet.

---

## NOTES

1. Citons parmi les monographies les plus connues consacrées à des mouvements de résistance les ouvrages suivants, tous issus d'une thèse de doctorat : Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement « Libération-Nord »*, Paris, Flammarion, 1999 ; Laurent Douzou, *La Désobéissance : histoire*

du mouvement *Libération-Sud*, Paris, Odile Jacob, 1995 ; Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977 ; Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995.

2. « Un réseau, c'est une organisation créée en vue d'un travail militaire précis, essentiellement le renseignement, accessoirement le sabotage, fréquemment aussi l'évasion de prisonniers de guerre et surtout de pilotes tombés chez l'ennemi. Un mouvement au contraire a pour premier objectif de sensibiliser et d'organiser la population de la manière la plus large possible ». Claude Bourdet, *L'Aventure incertaine*, Paris, Stock, 1975, p. 96. Cette définition et cette opposition entre réseaux et mouvements sont reprises par exemple par l'historienne Dominique Veillon dans son article de synthèse « Les réseaux de Résistance », dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, *La France des années noires*, vol. 1 : *De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 1993, p. 387.